



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2025/ICPE/064
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
SAH LEDUC à Ligné**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1, L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.122-2 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2002 autorisant la société SAH LEDUC à exploiter des installations sur le territoire de la commune de Ligné, route de Nort-sur-Erdre ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires du 23 janvier 2008 et du 5 juillet 2018 ;
- Vu** la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société SAH LEDUC le 26 septembre 2024, concernant la mise à jour de la situation administrative du site ;
- Vu** la demande d'examen au « cas par cas » déposée le 28 octobre 2024 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/417 du 29 novembre 2024, portant décision de l'autorité environnementale dispensant d'étude d'impact le projet de mise à jour de la situation administrative de la société SAH LEDUC ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 18 février 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société SAH LEDUC par courrier du 19 février 2025 ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par mail du 06 mars 2025 ;

Considérant que le projet de mise à jour de la situation administrative :

- constitue une extension pouvant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ;
- atteint des seuils quantitatifs ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que l'Autorité Environnementale a été saisie, sur la base du critère de l'extension visée par l'article R. 122-2 du code de l'environnement, et a conclu sur la dispense d'étude d'impact du projet ;

Considérant que les seuils quantitatifs atteints classent la modification notable en modification « importante » sans que celle-ci ne remette en cause la non-substantialité du projet ;

Considérant qu'après analyse de l'inspection des installations classées le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires ;

Considérant que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE I. OBJET

La société SAH LEDUC, dénommée « l'exploitant » ci-après, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour son site situé Route de Nort-sur-Erdre à Ligné (44 850).

TITRE II. PORTÉE DES MODIFICATIONS

CHAPITRE II.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES

Article II.1.1. Au titre de la nomenclature des ICPE

Le tableau de classement des installations présenté à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2002 est modifié et remplacé comme suit :

Rubrique ICPE	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime(*)
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	2 700 kW	E
2563-1	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 L	11 880 L	E
2565-2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 L	8 500 L	E
2940-2.a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j	447 kg/j	E
1414-3	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	1 t	DC
1978-8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	55 t/an	D
2910-A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, à la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de biomasse, de la biomasse issue de déchet au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1,7 MW	DC

* E = enregistrement, DC = déclaration avec contrôle périodique, D = déclaration

CHAPITRE II.2. DIRECTIVE SEVESO

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

CHAPITRE II.3. DIRECTIVE IED

L'établissement n'est pas soumis à une rubrique 3XXX au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement.

CHAPITRE II.4. AUTRES TEXTES APPLICABLES

L'exploitant est tenu de respecter l'ensemble des prescriptions des arrêtés relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime et de la déclaration aux titres des rubriques

susvisées de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui ne sont pas contraires au présent arrêté et à l'arrêté d'autorisation du 7 mai 2002 modifié, et notamment :

- Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voir électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) ;
- Arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

TITRE III. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

CHAPITRE III.1. MISE À JOUR DE L'EQRS

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant met à jour l'EQRS réalisée en 2017 (mise à jour en 2023). L'actualisation doit porter sur les différentes hypothèses à justifier, notamment la consommation de solvants et les émissions de COV du site qui doivent correspondre respectivement à la valeur retenue dans le tableau de classement des installations ICPE (article II.1.1. - rubrique 1978-8) et aux émissions correspondantes considérées.

Une conclusion sur la compatibilité des activités telles que modifiées et les éventuels impacts sanitaires sur les populations environnantes doit être apportée dans le rapport de l'EQRS, à transmettre dès réception à l'inspection des installations classées.

Si une incompatibilité sanitaire est démontrée, des mesures immédiates de réduction des émissions sont mises en œuvre pour assurer un retour dans les plus brefs délais à la compatibilité sanitaire. Un plan d'actions est transmis sous 1 mois à compter de la réception du rapport de l'EQRS à l'inspection des installations classées.

De manière générale, même si l'EQRS démontre l'absence d'impact sanitaire, l'exploitant doit chercher en permanence à réduire la quantité de polluants émis par ses installations.

CHAPITRE III.2. PLAN DE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION DE SOLVANTS ET DES ÉMISSIONS DE COV

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées :

- les justifications que la consommation annuelle maximale de solvants du site est limitée aux stricts besoins de ce qui ne peut être substitué par des produits moins ou non solvantés (sur la base de l'état des connaissances),
- son plan de réduction de la consommation de solvants et émissions de COV, avec justification des démarches et actions engagées

TITRE IV. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE IV.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

CHAPITRE IV.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture **prévue au même article**.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CHAPITRE IV.3. PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Ligné et peut y être consultée.
Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Ligné, pendant une durée minimum d'un mois ;
procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé
à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de
l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.
L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée
minimale de quatre mois et sur le site :
<[https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>](https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/)

CHAPITRE IV.4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement
de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du
logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Ligné, sont chargés, chacun en
ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le

17 MARS 2025

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Saint-Nazaire,
Suppléant du Sous-Préfet de Châteaubriant-Ancenis,**


Eric de WISPELAERE